

Cachez ce risque que je ne saurais voir

4 commentaires

Par **ÉRIC FAVEREAU**

Circulez, il n'y a rien à voir. La semaine dernière, les autorités sanitaires ont décidé de maintenir «à l'identique» les recommandations vaccinales contre l'hépatite B, après avoir examiné une étude qui avait identifié chez l'enfant un léger risque accru de développer une sclérose en plaques après le vaccin Engerix B.

A priori, tout cela semble logique. L'étude menée par l'équipe du Pr Marc Tardieu (hôpital Bicêtre au Kremlin-Bicêtre, Val-de-Marne), confirme, dans sa partie principale, l'absence de lien entre vaccination et sclérose en plaques (SEP) chez l'enfant, déjà montrée dans deux précédentes études de la même équipe. Mais une analyse sur un sous-groupe d'enfants malades a fait apparaître un léger risque de survenue de SEP chez les enfants vaccinés par Engerix B, plus de trois ans après la vaccination.

C'est tout. Pas de quoi s'inquiéter, pas de quoi faire le dos rond non plus. Et pourtant, dans ce dossier, les autorités sanitaires continuent leur politique de l'autruche : surtout faire comme si de rien n'était. Au point même d'interdire de conférence de presse le chercheur en question. Pourtant, le Pr Tardieu est lui-même très accommodant : «A mes yeux, il n'y aucun doute, le bénéfice de la vaccination est incomparable par rapport aux risques. Et le risque, s'il existe, est très faible.» Bref, on ne peut pas dire que ce pédiatre soit un fou furieux, ni un militant sectaire contre la vaccination.

Il n'empêche, on dénigre : plutôt que d'essayer de comprendre les résultats du Pr Tardieu, on les nie. La Commission nationale de pharmacovigilance affirme ainsi que ses résultats «présentent la caractéristique d'un résultat fortuit», et que «le rapport bénéfice/risque de la vaccination contre le VHB, quel que soit le vaccin, ne saurait être remis en cause sur la base de ce seul résultat». Le Comité technique des vaccinations (CTV) et le Haut Conseil de la santé publique (HCSP) renchérissent : dans un avis rendu, ils appellent au «renforcement de la mise en œuvre de la politique vaccinale». Aujourd'hui, la vaccination est recommandée pour tous les enfants entre 2 mois et 13 ans (de préférence le nourrisson), ainsi que pour les groupes à risque (toxicomanes, personnes ayant des partenaires multiples).

Reste un constat : depuis plus de dix ans, les autorités sanitaires ont peur de ce dossier, elles sont arc-boutées sur le thème «pas de risque». Dans les années 90, on a ainsi vacciné massivement (près de 15 millions de personnes), mais sans distinction, sans pertinence non plus. Puis peu à peu la méfiance est apparue, aggravée par une politique répétée de déni des autorités. Pour aboutir au pire des résultats : la couverture vaccinale chez l'enfant est actuellement inférieure à 30 % chez les nourrissons et de l'ordre de 40 % chez les préadolescents, alors qu'on atteint des chiffres supérieurs à 70-80 % dans les pays voisins (Espagne, Italie, Allemagne).

<http://www.liberation.fr/sciences/0101124147-cachez-ce-risque-que-je-ne-saurais-voir>